

## L'année 2010 favorable aux résultats des entreprises

Lætitia Bertoux

**En 2010, profitant des effets d'entraînement des projets métallurgiques et dans un contexte de rebond des cours du nickel, l'activité des entreprises a progressé de 9% tandis que l'inflation s'élevait à 2,7%. Les entreprises privées des secteurs du commerce, de la construction, des services et de l'industrie (hors métallurgie) ont ainsi injecté 352 milliards de F.CFP de valeur ajoutée dans l'économie calédonienne. Chaque emploi salarié coûte en moyenne 6 millions de F.CFP par an à son employeur et correspond à 9,3 millions de F.CFP de valeur ajoutée. La création de richesse par emploi a ainsi progressé de 5% en 2010, permettant aux entreprises de réaliser des gains de productivité tout en accroissant leurs effectifs salariés.**

**Grâce aux bons résultats de l'industrie minière, l'excédent brut d'exploitation a progressé plus vite que les charges de personnel, ce qui a favorisé le taux de marge des entreprises. Finalement, la rentabilité financière des entreprises s'établit à 5% de leur chiffre d'affaires, légèrement inférieure à la moyenne nationale.**

En 2010, une entreprise calédonienne (cf. champ en encadré) génère un chiffre d'affaires moyen de 144 millions de F.CFP. Cela représente 1 130 milliards de F.CFP à l'échelle de la Nouvelle-Calédonie, soit une augmentation de 8,9% par rapport à 2009. Profitant de la dynamique du projet de Koniambo, c'est l'activité des entreprises basées en province Nord qui a le plus fortement augmenté. Leur chiffre d'affaires progresse de 32%, avec une hausse généralisée à la plupart des secteurs d'activité.

Les entreprises employant au moins 10 salariés représentent 12% des structures mais génèrent à elles seules les deux tiers du chiffre d'affaires. Le commerce réalise 43% du chiffre d'affaires total alors qu'il ne concentre qu'une entreprise sur cinq. Toutefois, ce secteur génère structurellement un chiffre d'affaires élevé, les prix de vente répercutant par nature le coût d'achat des marchandises commercialisées. L'industrie et la construction sont ensuite les plus gros contributeurs au chiffre d'affaires, avec un poids respectif de 19% et 14%. Le BTP est particulièrement dynamique en province Nord, où son chiffre d'affaires est presque équivalent à celui du commerce. La production vendue des industries extractives a fortement augmenté en un an, passant de 29 à 44 milliards de F.CFP.

La hausse des cours du nickel, après une année 2009 défavorable, a stimulé l'activité. A l'inverse, certains secteurs progressent moins vite que la moyenne. C'est notamment le cas de l'immobilier (-4,8%), des activités de production et distribution d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné (+2,1%) ainsi que des arts, spectacles et activités récréatives (+2,7%).

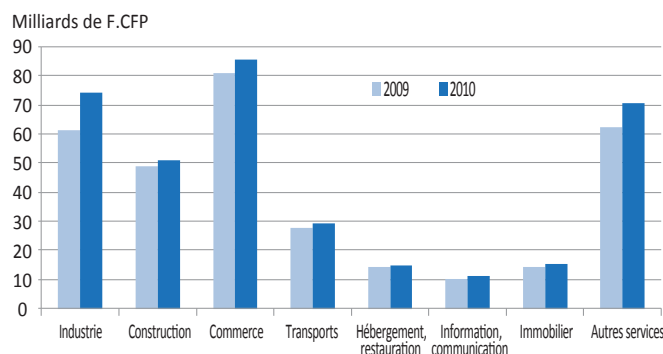
### Méthodologie

Le champ retenu pour cette étude est le **champ ICS** (industrie, commerce, construction et services). En sont exclus les secteurs agricole et financier, ainsi que la métallurgie du nickel pour des raisons de secret statistique. 12 sociétés, en lien direct avec la construction des usines métallurgiques et dont les résultats ne reflètent pas la réalité de leur secteur d'activité, sont également exclues du périmètre de l'étude. Enfin, les formes juridiques relevant du secteur non marchand et du secteur public ne font pas partie du champ.

Les résultats présentés sont issus des données fiscales des entreprises déclarant à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur les revenus au titre des bénéfices industriels et commerciaux au régime réel ou simplifié.

Les données fiscales disponibles portent sur **7 836 entreprises en 2010**. Ces entreprises représentent un effectif de 41 313 emplois salariés pour 37 715 en équivalent temps plein soit 91% de l'emploi total du champ ICS. Elles rassemblent 68% des salariés du privé.

### Valeur ajoutée des entreprises par secteur en 2009 et 2010



Source : ISEE, liasses fiscales

### Un taux de valeur ajoutée comparable à celui de métropole

Le chiffre d'affaires ne rend que partiellement compte de la richesse créée par l'activité d'une entreprise. Pour la mesurer, il faut déduire de sa production le montant des achats nécessaires à son fonctionnement (les consommations intermédiaires) : on obtient ainsi sa **valeur ajoutée**.

La valeur ajoutée dégagée par les entreprises calédoniennes augmente de 10% par rapport à 2009 pour atteindre 352 milliards de F.CFP en 2010, soit 45 millions de F.CFP par entreprise. Les secteurs les plus contributeurs sont le commerce (24% de la valeur ajoutée totale), l'industrie (21%) et les autres services (20%).

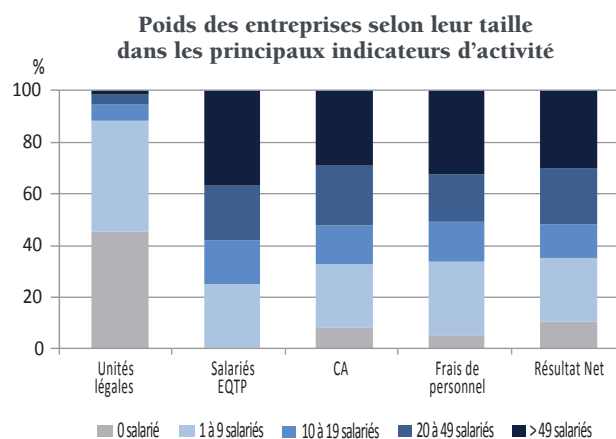
La valeur ajoutée des entreprises représente en moyenne 31% de leur chiffre d'affaires. Ce taux de valeur ajoutée est proche de celui observé en métropole, où il atteint 29%. En lien avec son activité de négoce, le commerce a un **taux de valeur ajoutée** plus faible (18%). En effet, les achats de biens ou services nécessairement élevés grèvent la valeur ajoutée de ce secteur. A contrario, les services marchands affichent un taux de valeur ajoutée supérieur à la moyenne, leur activité nécessitant de moindres achats de biens ou services.

## Un salarié coûte 6 millions de F.CFP par an à son employeur

Chaque entreprise du champ de l'étude emploie en moyenne cinq salariés. Toutefois, plus d'un salarié sur trois travaille dans une entreprise d'au moins 50 salariés. Près de la moitié des structures n'enregistrent aucun salarié et 9 sur 10 en comptent moins de dix.

Les emplois se retrouvent principalement dans les secteurs les plus générateurs de valeur ajoutée. Ainsi, le commerce concentre 23% des emplois, l'industrie hors métallurgie du nickel 19% et la construction 18%. L'industrie se caractérise par des structures de plus grande taille : chaque industriel emploie en moyenne 9 à 10 personnes à temps plein. En 2010, chaque salarié correspond en moyenne à 9,3 millions de F.CFP de valeur ajoutée. Cette **productivité apparente du travail** varie fortement selon les secteurs, certains nécessitant une main d'œuvre importante, d'autres s'appuyant plutôt sur l'investissement matériel. Tous secteurs confondus, elle a progressé de 5,2% par rapport à 2009, soit deux fois plus vite que l'inflation.

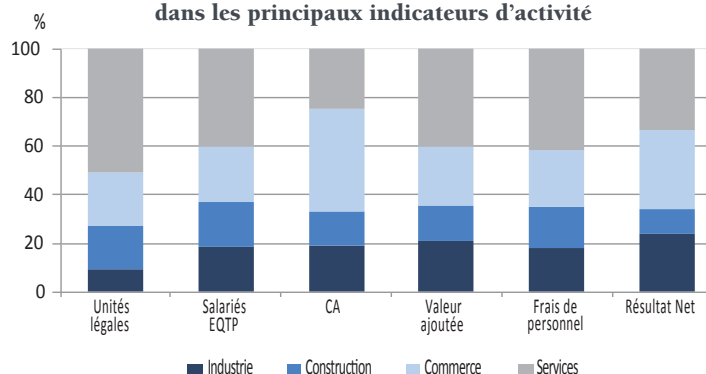
Dans le même temps, les **charges de personnel** ont augmenté de 5,5%. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse de l'emploi salarié (+4,7% en équivalent temps plein). En effet, malgré la forte hausse du SMG (+4,8%), le coût annuel d'un salarié reste stable autour de 5,8 millions de F.CFP (+0,8%), soit près de 500 000 F.CFP par mois.



Le coût annuel par emploi est cependant très variable selon les secteurs d'activité. Un employé de l'hôtellerie ou de la restauration coûte en moyenne deux fois moins que la moyenne à son employeur, tandis qu'un salarié du domaine de la santé humaine et de l'action sociale lui revient presque deux fois plus cher. Ces écarts s'expliquent essentiellement par la diversité des niveaux de qualification requis d'un secteur à l'autre, mais aussi par des taux de cotisations sociales différents.

Les charges liées au personnel représentent 65% de la valeur ajoutée au coût des facteurs dégagée par les entreprises, contre 71% en métropole. Leur poids est plus important dans les activités de services et dans la construction que dans l'industrie ou le commerce. Ainsi, elles représentent près des trois quarts de la richesse créée par le BTP. Au sein des services marchands, les résultats sont plus contrastés. L'enseignement, la santé humaine et l'action sociale ainsi que les activités spécialisées, scientifiques et techniques ont des charges de personnel importantes, contrairement aux services liés aux arts, spectacles et activités récréatives.

**Poids des différents secteurs dans les principaux indicateurs d'activité**



## Principaux résultats par secteur en 2010

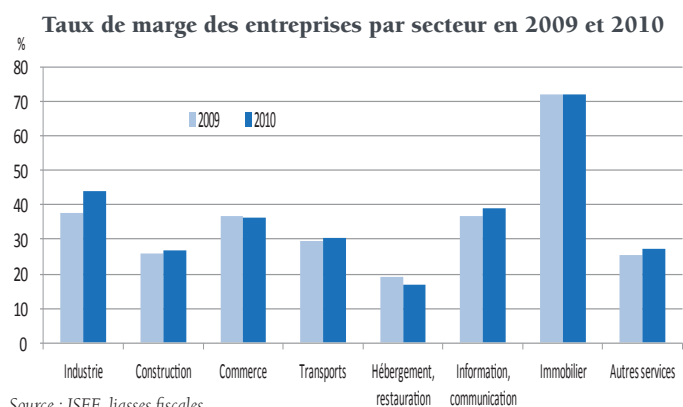
Unité : million de F.CFP

Secteur d'activité (NAF rev.2)	Nombre unités légales	Effectifs salariés moyens	Nombre emplois EQTP	Chiffres d'affaire (CA)	Valeur ajoutée (VA)	Frais de personnel	Excédent brut d'exploitation (EBE)	Résultat courant avant impôt	Bénéfice ou perte
<b>Industries</b>	<b>737</b>	<b>7465</b>	<b>7067</b>	<b>216 368</b>	<b>74 273</b>	<b>40 240</b>	<b>31 409</b>	<b>21 085</b>	<b>14 193</b>
Industries extractives	52	1294	1220	43 537	17 542	6 605	10 293	7 378	4 498
Industrie manufacturière (hors métallurgie du nickel)	618	4897	4613	111 002	39 383	25 390	13 013	9 678	6 816
Prod. et distrib. électricité, gaz, vapeur et air conditionné	19	647	631	50 160	12 031	5 177	5 991	2 652	1 371
Prod. et distrib. d'eau; assainissement, gestion déchets et dépollution	48	627	604	11 669	5 318	3 067	2 112	1 378	1 508
<b>Construction</b>	<b>1404</b>	<b>7477</b>	<b>6974</b>	<b>156 509</b>	<b>51 201</b>	<b>36 850</b>	<b>13 542</b>	<b>8 867</b>	<b>6 170</b>
<b>Commerce ; réparation automobiles et motocycles</b>	<b>1707</b>	<b>9170</b>	<b>8560</b>	<b>481 539</b>	<b>85 426</b>	<b>51 489</b>	<b>29 416</b>	<b>25 275</b>	<b>19 289</b>
<b>Transports et entreposage</b>	<b>576</b>	<b>3824</b>	<b>3528</b>	<b>68 962</b>	<b>29 074</b>	<b>20 577</b>	<b>9 006</b>	<b>3 694</b>	<b>2 518</b>
<b>Hébergement et restauration</b>	<b>350</b>	<b>3953</b>	<b>3327</b>	<b>35 444</b>	<b>14 754</b>	<b>12 099</b>	<b>2 420</b>	<b>1 286</b>	<b>1 700</b>
<b>Information et communication</b>	<b>155</b>	<b>804</b>	<b>729</b>	<b>23 090</b>	<b>11 100</b>	<b>6 731</b>	<b>4 332</b>	<b>3 510</b>	<b>2 273</b>
<b>Activités immobilières</b>	<b>1022</b>	<b>462</b>	<b>406</b>	<b>22 138</b>	<b>15 170</b>	<b>4 103</b>	<b>10 681</b>	<b>4 141</b>	<b>3 736</b>
<b>Autres services</b>	<b>1885</b>	<b>8158</b>	<b>7126</b>	<b>125 596</b>	<b>70 688</b>	<b>48 421</b>	<b>18 250</b>	<b>12 404</b>	<b>9 756</b>
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	651	1999	1860	51 660	25 566	19 811	5 478	5 535	4 043
Activités de services administratifs et de soutien	382	4148	3508	34 453	19 321	12 378	6 752	2 309	1 788
Enseignement	84	108	86	1 928	989	838	144	74	92
Santé humaine et action sociale	487	1160	1002	22 338	14 201	11 142	2 904	2 155	1 683
Arts, spectacles et activités récréatives	71	474	423	10 442	8 168	2 357	2 452	1 987	1 825
Autres activités de services aux ménages	210	269	246	4 775	2 443	1 896	520	344	326
<b>Total général</b>	<b>7836</b>	<b>41313</b>	<b>37715</b>	<b>1 129 646</b>	<b>351 687</b>	<b>220 511</b>	<b>119 056</b>	<b>80 261</b>	<b>59 637</b>

Source : ISEE, liasses fiscales

## Amélioration du taux de marge grâce au nickel

La valeur ajoutée au coût des facteurs permet de rémunérer le travail, mais aussi le capital. **L'excédent brut d'exploitation** représente l'excédent dégagé par l'activité d'exploitation de l'entreprise une fois la main d'œuvre rémunérée. Ce solde sert à rémunérer les investisseurs et les bailleurs, payer les impôts et financer les investissements. En 2010, les charges de personnel ont moins pesé dans la valeur ajoutée qu'en 2009, permettant d'améliorer la part destinée à rémunérer le capital : **le taux de marge**.



En effet, l'excédent brut d'exploitation a progressé de 16% alors que les charges de personnel ont augmenté à un rythme moins soutenu (5,5%). Le taux de marge est ainsi passé de 33% à 35% en un an. Les industries extractives sont principalement à l'origine de cette hausse : leur taux de marge a bondi de 34% à 61%, en lien avec l'élévation des cours du nickel. En dehors de cette activité, la hausse est plus contenue (+0,4 point). Si les activités spécialisées, techniques et scientifiques augmentent aussi nettement leur marge (16% à 22%), d'autres secteurs n'ont pas profité de la même dynamique et certains ont même vu leurs marges se réduire comme l'hébergement et la restauration (-2,6 points).

Un taux de marge élevé n'est pas toujours synonyme de forte rentabilité économique. En effet, dans les secteurs nécessitant un capital d'exploitation important, une marge élevée est nécessaire pour soutenir le haut niveau d'investissement. C'est notamment le cas de l'immobilier dont le taux de marge atteint 72% (69% en métropole). L'industrie dégage quant à elle un taux de marge de 44%. L'hébergement-restauration, secteur qui a consacré au cours de l'année une part importante de sa valeur ajoutée à l'investissement, atteint un niveau inférieur à la moyenne (17% contre 22% en métropole), notamment en raison du poids des charges de personnel.

## Des profits équivalant à 5% du chiffre d'affaires

Au final, les entreprises réalisent un bénéfice de 60 milliards de F.CFP, prenant en compte leurs opérations d'exploitation courantes, mais aussi leurs opérations financières, exceptionnelles et les impôts (**résultat net**). Leur **profitabilité financière** atteint ainsi 5,3% du chiffre d'affaires global, contre 7,4% en métropole. L'immobilier et le domaine de l'information et de la communication arrivent en tête des secteurs les plus profitables (17% et 10%). Au sein des services, les activités des arts et spectacles et activités récréatives affichent également de bonnes performances (17%), essentiellement grâce aux résultats des sociétés des jeux de hasard et d'argent. La production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, ainsi que les transports, la construction et le commerce ont en revanche des résultats en retrait. La profitabilité de ces secteurs est, il est vrai, mécaniquement réduite par un chiffre d'affaires élevé intégrant de fortes consommations intermédiaires.

## 11% de leur valeur ajoutée consacrée à l'investissement

Pour fonctionner, une entreprise a besoin d'un certain niveau d'équipement, c'est-à-dire de biens destinés à participer à son processus de production de façon durable (bâtiments, machines industrielles...). La valeur de ces immobilisations non financières s'élève à 732 milliards de F.CFP en 2010, dont la quasi-totalité est constituée de biens corporels.

**L'intensité capitalistique**, qui se mesure par le rapport entre la valeur brute des immobilisations et l'emploi, se monte à 18 millions de F.CFP par salarié. L'immobilier est de loin le secteur le plus capitalistique (373 millions de F.CFP par salarié), en raison de la présence de nombreuses sociétés civiles immobilières constituées uniquement dans un but d'acquisition et de gestion d'un bien immobilier qui sera ensuite loué, ne nécessitant pas de main d'œuvre. L'industrie présente également une forte intensité capitalistique (31 millions de F.CFP par salarié). L'industrie manufacturière fait cependant figure d'exception en affichant un ratio de 10 millions de F.CFP par tête, quasi équivalent à celui de la construction, des services ou du commerce. Ces résultats sont proches de ceux observés en métropole, à l'exception toutefois de la construction dont l'intensité capitalistique est presque deux fois plus élevée en Nouvelle-Calédonie.

## Principaux ratios par secteur en 2010

Secteur d'activité (NAF rev.2)	Taux valeur ajoutée	Intensité capitalistique (millions F.CFP/EQTP)	Taux de marge	Part des frais de personnel dans la VACF	Profitabilité financière	Levier financier	Rentabilité financière
<b>Industries</b>	<b>34%</b>	<b>31</b>	<b>44%</b>	<b>56%</b>	<b>6,6%</b>	<b>51%</b>	<b>8%</b>
Industries extractives	40%	47	61%	39%	10,3%	27%	4%
Industrie manufacturière (hors métallurgie du nickel)	35%	10	34%	66%	6,1%	83%	23%
Prod. et distrib. électricité, gaz, vapeur et air conditionné	24%	149	54%	46%	2,7%	88%	7%
Prod. et distrib. d'eau, assainissement, gestion déchets et dépollution	46%	40	41%	59%	12,9%	101%	19%
<b>Construction</b>	<b>33%</b>	<b>9</b>	<b>27%</b>	<b>73%</b>	<b>3,9%</b>	<b>199%</b>	<b>18%</b>
<b>Commerce ; réparation automobiles et motocycles</b>	<b>18%</b>	<b>8</b>	<b>36%</b>	<b>64%</b>	<b>4,0%</b>	<b>92%</b>	<b>27%</b>
<b>Transports et entreposage</b>	<b>42%</b>	<b>19</b>	<b>30%</b>	<b>70%</b>	<b>3,7%</b>	<b>59%</b>	<b>7%</b>
<b>Hébergement et restauration</b>	<b>42%</b>	<b>14</b>	<b>17%</b>	<b>83%</b>	<b>4,8%</b>	<b>105%</b>	<b>8%</b>
<b>Information et communication</b>	<b>48%</b>	<b>14</b>	<b>39%</b>	<b>61%</b>	<b>9,8%</b>	<b>49%</b>	<b>27%</b>
<b>Activités immobilières</b>	<b>69%</b>	<b>373</b>	<b>72%</b>	<b>28%</b>	<b>16,9%</b>	<b>152%</b>	<b>5%</b>
<b>Autres services</b>	<b>56%</b>	<b>8</b>	<b>27%</b>	<b>73%</b>	<b>7,8%</b>	<b>146%</b>	<b>30%</b>
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	49%	5	22%	78%	7,8%	182%	30%
Activités de services administratifs et de soutien	56%	8	35%	65%	5,2%	158%	20%
Enseignement	51%	6	15%	85%	4,8%	240%	46%
Santé humaine et action sociale	64%	7	21%	79%	7,5%	75%	27%
Arts, spectacles et activités récréatives	78%	12	51%	49%	17,5%	79%	77%
Autres activités de services aux ménages	51%	6	22%	78%	6,8%	148%	45%
<b>Total général</b>	<b>31%</b>	<b>18</b>	<b>35%</b>	<b>65%</b>	<b>5,3%</b>	<b>94%</b>	<b>14%</b>

Source : ISEE, liasses fiscales

En 2010, le montant des immobilisations corporelles brutes des entreprises a progressé de 38 milliards de FCFP, ce qui porte le **taux d'investissement** à 11% de la valeur ajoutée. En cohérence avec l'activité exercée, le secteur de l'immobilier est celui qui a le plus investi en 2010 (90% de sa valeur ajoutée). Les autres secteurs qui affichent un taux d'investissement élevé sont ceux de la production et distribution d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné (28%) ainsi que l'hébergement et la restauration (25%), secteur pourtant moins capitalistique. De lourds investissements entrepris par plusieurs établissements hôteliers en sont à l'origine.

## Le rendement des capitaux s'établit à 13,5%

Pour financer leurs immobilisations et leurs autres actifs, les entreprises disposent de ressources internes, principalement constituées de leurs capitaux propres (capital social, bénéfices antérieurs non distribués), mais peuvent également recourir à la dette. Le total de ces ressources compose leur passif.

Les capitaux propres s'établissent à 37% du passif, soit une autonomie financière légèrement inférieure à celle de métropole (42%). Sur ce critère, les entreprises de construction apparaissent comme les moins capitalisées (21%). A l'inverse, l'industrie et le secteur de l'information et de la communication se détachent avec des taux d'autonomie financière plus élevés (49% et 47%).

Le résultat net rapporté aux capitaux propres traduit la **rentabilité financière de l'entreprise** (ROE), soit le rendement des capitaux investis. En 2010, le rendement des capitaux est de 13,5% (contre 10% en métropole) mais varie fortement selon les secteurs, en raison d'une capitalisation nécessaire plus élevée ou d'une performance moindre de l'activité. Si le rendement des capitaux investis est supérieur à 20% dans le commerce et la plupart des services, il se situe en dessous de 10% dans les secteurs les plus capitalistiques (industrie, immobilier, transports) et dans l'hôtellerie-restauration, dont la performance globale s'est réduite.

### Définitions

**Valeur ajoutée au coût des facteurs (VACF) :** valeur ajoutée de laquelle sont déduits les impôts et taxes sur la production et à laquelle sont ajoutées les subventions d'exploitation.

**Taux de valeur ajoutée** = VA/CA

**Charges de personnel :** ensemble des dépenses réalisées par les employeurs pour l'emploi d'un salarié (rémunérations brutes, cotisations patronales, primes, indemnités, suppléments familiaux).

**Productivité apparente du travail** = Valeur ajoutée / Effectifs salariés en Equivalent Temps Plein (EQTP)

**Taux de marge** = Excédent brut d'exploitation / VACF

**Profitabilité financière** = Résultat net / Chiffre d'affaires

**Investissement net :** l'investissement net correspond à la variation de l'actif brut. Cette notion ne rend pas pleinement compte de la réalité de l'investissement puisque les cessions et réévaluations ne sont pas prises en compte. Néanmoins, cet indicateur est intéressant car il témoigne aussi du désinvestissement des sociétés.

**Taux d'investissement** = Investissement corporel / Valeur ajoutée

**Rentabilité financière (ROE)** = Résultat net / Capitaux propres

**Taux d'endettement** = Emprunts et dettes assimilées / Total bilan

**Compte Groupe et associés :** Fonds mis ou laissés à disposition de l'entreprise de façon temporaire par les associés ou le groupe

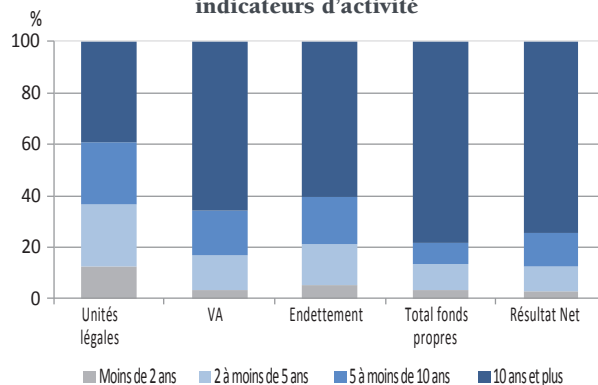
**Levier Financier** (ou taux d'endettement sur fonds propres) = Emprunts et dettes assimilées / Fonds propres

## Des entreprises calédoniennes plus endettées qu'en métropole

L'endettement des entreprises calédoniennes (y compris **poste groupe et associés** et dettes à court terme) s'élève à près de 430 milliards de FCFP, soit le potentiel monétaire qu'elles dégagent en cinq années d'activité en l'absence de distribution de dividendes (capacité d'autofinancement).

Il représente plus d'un tiers du total de leurs ressources, un niveau légèrement supérieur à celui observé en métropole. Le secteur de l'information et de la communication est globalement peu endetté (23%) avec toutefois de fortes disparités au sein des activités qui le composent. Le secteur de l'immobilier est le plus endetté (54%), juste devant l'hébergement-restauration (43%), la construction (42%) et les autres services (41%). L'endettement des autres secteurs est relativement homogène, entre 26% et 29%. L'industrie extractive affiche un faible taux d'endettement équivalent à 19% du passif. Hors compte groupe et associés, l'endettement des sociétés se monte à 25% et révèle moins de disparités entre secteurs, la majorité d'entre eux se situant entre 18% et 25%. Le secteur de la communication et de l'information se trouve très peu endetté auprès des établissements de crédit (8%) alors que les autres services marchands et l'immobilier atteignent des en-cours de dettes plus élevés (44% et 31%).

Poids des entreprises selon leur âge dans les principaux indicateurs d'activité



Source : ISEE, liasses fiscales

En 2010, le **levier financier** des entreprises calédoniennes, rapportant leur endettement (y compris poste groupe et associés) à leurs fonds propres, atteint 94%. Les entreprises sont plus endettées qu'en métropole où ce ratio s'établit à 75% la même année. La construction, l'immobilier et la branche des services ont contracté des dettes 1,5 à 2 fois supérieures au montant de leurs financements internes. Au contraire, les entreprises de l'industrie extractive, du domaine de l'information et de la communication, et des transports disposent de fonds propres importants qui permettent une large couverture de leurs emprunts et dettes financières (27% à 59% des fonds propres).

L'âge des entreprises joue sur leur niveau d'endettement. En effet, les capitaux propres et les résultats dégagés par l'activité dans les premières années ne suffisent pas toujours à compenser les investissements réalisés dans le cadre du lancement de l'activité, nécessitant le recours à l'emprunt. Ainsi, les entreprises âgées de plus de dix ans sont les moins endettées : leur endettement représente seulement 72% de leurs fonds propres et le tiers de leurs ressources totales. Le constat s'inverse pour les sociétés plus jeunes et plus particulièrement celles âgées de 5 à 10 ans. Le montant de leurs dettes est deux fois supérieur aux ressources internes (1,5 fois hors compte groupe et associés).

Pour en savoir plus... Les résultats détaillés ainsi qu'un lexique des définitions sont disponibles sur le site de l'ISEE [www.isee.nc](http://www.isee.nc)